

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/USA-France-Italie-Espagne-et-Portugal-25-verites-sur-l-affaire-Evo-Morales-Edward-Snowden>

USA, France, Italie, Espagne et Portugal : 25 vérités sur l'affaire Evo Morales/Edward Snowden

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat -
Date de mise en ligne : jeudi 4 juillet 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le cas Edward Snowden a été à l'origine d'un grave incident diplomatique entre la Bolivie et plusieurs pays européens. Suite à l'injonction de Washington, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont interdit à l'avion présidentiel d'Evo Morales de survoler leur territoire.

- **1.** Après un voyage officiel en Russie pour assister à un sommet des pays producteurs de gaz, le Président Evo Morales a pris son avion pour rentrer en Bolivie.
- **2.** Les Etats-Unis, pensant qu'Edward Snowden ex-agent de la CIA et de la NSA - auteur des révélations sur les opérations d'espionnage de son pays - se trouvait à bord de l'avion présidentiel, ont ordonné à quatre pays européens, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, d'interdire le survol de leur espace aérien à Evo Morales.
- **3.** Paris a immédiatement suivi la directive en provenance de Washington et a annulé l'autorisation de survol de son territoire accordée à la Bolivie le 27 juin 2013, alors que l'avion présidentiel se trouvait à quelques kilomètres à peine des frontières françaises.
- **4.** Paris a ainsi mis en danger la vie du Président bolivien, lequel a dû atterrir en urgence en Autriche, faute de carburant.
- **5.** Depuis 1945, aucune nation au monde n'a empêché un avion présidentiel de survoler son territoire.
- **6.** Paris, en plus de déclencher une crise d'une extrême gravité, a violé le droit international et l'immunité diplomatique absolue dont jouit tout chef d'Etat.
- **7.** Le gouvernement socialiste de François Hollande a gravement porté atteinte au prestige de la nation. La France apparaît aux yeux du monde comme un pays servile et docile qui n'hésite pas un seul instant à obéir aux ordres de Washington, contre ses propres intérêts.
- **8.** En prenant une telle décision, Hollande a discrédité la voix de la France sur la scène internationale.
- **9.** Paris devient également la risée du monde entier. Les révélations faites par Edward Snowden ont permis de découvrir que les Etats-Unis espionnaient plusieurs pays de l'Union européenne dont la France. Suite à ces révélations, François Hollande avait publiquement et fermement demandé à Washington de cesser ces actes hostiles. Néanmoins, en coulisses, l'Elysée a fidèlement suivi les ordres de la Maison-Blanche.
- **10.** Après avoir découvert qu'il s'agissait d'une fausse information et que Snowden ne se trouvait pas dans l'avion, Paris a décidé d'annuler l'interdiction.
- **11.** L'Italie, l'Espagne et le Portugal ont également suivi les ordres de Washington et ont interdit à Evo Morales le survol de leur territoire, avant de revenir sur leur décision après avoir découvert que l'information était erronée et de permettre au président bolivien de poursuivre sa route.
- **12.** Avant cela, l'Espagne a même exigé de fouiller l'avion présidentiel en violation de toutes les normes juridiques internationales. « Il s'agit d'un chantage et nous n'allons pas le permettre pour une question de dignité », a répliqué la présidence bolivienne. « Je ne suis pas un criminel », a déclaré Evo Morales.
- **13.** La Bolivie a dénoncé une atteinte à sa souveraineté et à l'immunité de son président. « Il s'agit d'une instruction du gouvernement des Etats-Unis », selon La Paz.
- **14.** L'Amérique latine a unanimement condamné l'attitude de la France, de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal.
- **15.** L'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a convoqué en urgence une réunion extraordinaire suite à

USA, France, Italie, Espagne et Portugal : 25 vérités sur l'affaire Evo Morales/Edward Snowden

ce scandale international et a exprimé son « indignation » par la voix de son secrétaire général Ali Rodríguez.

- **16.** Le Venezuela et l'Equateur ont condamné « l'offense » et « l'attentat » contre le Président Evo Morales.
- **17.** Nicolas Maduro du Venezuela a condamné « une agression grossière, brutale, impropre et non civilisée ».
- **18.** Le Président équatorien Rafael Correa a exprimé son indignation : « Notre Amérique ne peut pas tolérer un tel abus ! ».
- **19.** Le Nicaragua a dénoncé une « action criminelle et barbare ».
- **20.** La Havane a fustigé « un acte inadmissible, infondé et arbitraire que offense toute l'Amérique latine et la Caraïbe ».
- **21.** La Présidente argentine Cristina Fernández a fait part de sa consternation : « Ils sont devenus fous. Un chef d'Etat et son avion disposent d'une immunité totale. Une telle impunité est inacceptable ».
- **22.** Par la voix de son secrétaire général José Miguel Insulza, l'Organisation des Etats américains (OEA) a condamné la décision des pays européens : « Aucune circonstance ne peut justifier de telles actions au détriment du président bolivien. Les pays impliqués doivent expliquer pourquoi ils ont pris cette décision, car elle a mis en danger la vie du président d'un pays membre de l'OEA ».
- **23.** L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) a dénoncé « une discrimination flagrante et une menace contre l'immunité diplomatique d'un chef d'Etat ».
- **24.** Au lieu d'accorder l'asile politique à la personne qui lui a permis de découvrir qu'elle était victime d'espionnage hostile, l'Europe, en particulier la France, n'hésite pas à créer une grave crise diplomatique dans le but de livrer Edward Snowden aux Etats-Unis.
- **25.** Cette affaire illustre que l'Union européenne est, certes, une puissance économique, mais un nain politique et diplomatique incapable d'adopter une posture indépendante vis-à-vis des Etats-Unis.

Salim Lamrani

Paris, le 4 juillet 2013.

[Versão em Português](#) :

***Salim Lamrani** Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.